



Emmanuel Macron  
Président de la République

Palais de l'Élysée  
55 rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris

Paris, le 22 septembre 2021

**Objet : Présidence de la France au Conseil de l'Union européenne en 2022 – Pétition contre tout parrainage privé d'entreprises**

Monsieur le Président,

Dans le cadre de la présidence de la France au Conseil de l'Union européenne à venir en janvier 2022, nous vous informons que nous lançons ce jour une pétition européenne, en collaboration avec L'Observatoire des Multinationales et Corporate Europe Observatory, afin de vous demander de vous engager à ce que la France n'ait recours à aucun sponsor privé.

Comme vous le savez, foodwatch dénonce depuis 2019 l'utilisation de sponsors privés par la présidence tournante du Conseil de l'Union Européenne et nous vous avons demandé à deux reprises de clarifier la position de la France, par lettres ouvertes du 2 mars 2021 et du 30 avril 2019, demeurées sans réponse.

Entre-temps, saisie par une plainte de foodwatch, la médiatrice de l'Union Européenne Emily O'Reilly a conclu l'année dernière que "l'utilisation du parrainage par la Présidence comporte des risques d'atteinte à la réputation " et a recommandé que le Conseil de l'UE adopte des directives claires. Malheureusement, les lignes directrices décidées récemment au sein du Conseil sont insuffisantes et n'interdisent pas aux Etats membres de recourir aux partenariats avec le secteur privé. Il en va donc de votre responsabilité pour la présidence française à venir.

Par la voix du secrétaire d'Etat aux Affaires européennes Clément Beaune (lors d'une [interview](#)), la France a signalé au printemps dernier qu'elle envisageait d'accepter dans le cadre de sa présidence au premier semestre 2022 le « soutien matériel » d'entreprises, évoquant à titre d'exemple la possibilité « qu'un constructeur automobile français prête des voitures électriques pour un événement ».

**Or, toute forme de parrainage privé, qu'il soit financier ou en nature, est inacceptable car ce type d'accord alimente les risques de conflits d'intérêt et les jeux d'influence délétères.** C'est d'ailleurs pourquoi un groupe d'eurodéputés français issus de votre propre famille politique vous ont déjà demandé au printemps dernier, selon le média Politico, de ne pas avoir recours au sponsoring – sans réponse publique à ce jour.

Tout parrainage privé serait d'autant plus inacceptable que la présidence française de l'Union européenne intervient dans une période décisive pour des politiques publiques cruciales pour l'avenir de l'Europe, notamment : le pacte vert (Green Deal) et la stratégie "De la ferme à la table", le plan de relance et ses suites, le paquet climat et le plan européen de lutte contre le cancer. Ces sujets appellent des décisions politiques courageuses et indépendantes de toute influence de lobbies qui défendent des intérêts privés.

**Face à cette situation, nous vous exhortons par notre pétition européenne à renoncer à toute forme de sponsoring de la présidence française du Conseil de l'UE par des entreprises privées, comme l'a fait l'Allemagne en 2020.**

foodwatch, l'Observatoire des multinationales et Corporate Europe Observatory militent pour **une politique européenne vraiment démocratique** qui défend l'intérêt général et veille à ce que les conflits d'intérêts potentiels soient évités de manière efficace et transparente. Dans le climat actuel de défiance grandissante des citoyen.nes à l'égard des responsables et institutions politiques de l'UE, il est de votre plus haute responsabilité d'envoyer un signal fort.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments respectueux.



Karine Jacquemart  
Directrice générale de foodwatch France

*karine.jacquemart@foodwatch.fr*  
Ligne directe : 06 68 87 04 04

Copie à :

- Clément Beaune, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé des Affaires européennes (clement.beaune@diplomatie.gouv.fr)
- Xavier Lapeyre de Cabanes, ambassadeur, secrétaire général de la présidence française du Conseil de l'Union européenne (xavier.lapeyre-de-cabanes@pm.gouv.fr)

Informations de référence :

- Lettres ouvertes de foodwatch, mars 2021 et avril 2019 – en annexe ci-dessous



Emmanuel Macron  
Président de la République

Palais de l'Élysée  
55 rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris

Paris, le 2 mars 2021

**Objet : Présidence de la France au Conseil de l'Union européenne en 2022**

**Suite - Lettre ouverte de foodwatch à propos de parrainages privés de la Présidence du Conseil de l'Union européenne – Recommandation de la médiatrice européenne [Réf. PDR/CP/BEAR/A020611]**

Monsieur le Président,

Dans le cadre de la présidence de la France au Conseil de l'Union européenne à venir en janvier 2022, nous attirons votre attention sur un sujet particulièrement sensible, le recours à des sponsors privés des présidences tournantes.

Comme vous le savez, foodwatch dénonce depuis 2019 l'utilisation de sponsors privés par la présidence tournante du Conseil de l'Union Européenne et vous a interpellé, Monsieur le Président, dans une lettre ouverte le 30 avril 2019 pour vous demander de clarifier la position de la France.

Entre-temps, saisie par une plainte de foodwatch, la médiatrice de l'Union Européenne, Emily O'Reilly a conclu l'année dernière que "l'utilisation du parrainage par la Présidence comporte des risques d'atteinte à la réputation" et recommande que le Conseil de l'UE adopte des directives claires.

D'après certaines informations, relatées notamment dans un [article de EUobserver](#), **la France aurait exprimé sa réticence** face au projet de telles lignes directrices édictées par et pour le Conseil de l'UE.

**Or en l'absence de telles règles, les risques de conflits d'intérêt et les jeux d'influence, délétères, continuent.** Cette situation est d'autant plus inacceptable que le pacte vert de l'Union européenne (Green Deal), la stratégie "De la ferme à la table" et le plan européen de lutte contre le cancer reconnaissent tous les effets directs sur la santé et l'environnement de notre alimentation. Ces 3 plans appellent donc des décisions politiques courageuses et indépendante des lobbies qui défendent leurs seuls intérêts privés.

Ainsi, alors que l'Allemagne s'est engagée lors de sa présidence en 2020 à ne pas accepter de sponsors d'entreprises privées, la présidence portugaise en cours a recours au parrainage avec Sumol + Compal, le distributeur de PepsiCo au Portugal, ainsi qu'avec The Navigator Company, une entreprise de produits de papier réputée associée à des incendies de forêt au Portugal ainsi qu'à l'accaparement de terres au Mozambique.

Face à cette situation, nous vous informons que **foodwatch lance en France et en Europe ce jour une pétition** adressée au Premier ministre portugais, mais aussi aux 27 représentants permanents des Etats membres au Conseil de l'Union européenne, afin de leur demander d'interdire le sponsoring de la présidence tournante du Conseil de l'UE par des entreprises privées.

foodwatch milite pour **une politique européenne vraiment démocratique** qui défend l'intérêt général et veille à ce que les conflits d'intérêts potentiels soient évités de manière efficace et transparente. Le lobbying, le parrainage et l'influence de l'industrie doivent cesser, d'autant plus à une époque où la confiance dans la politique et les décideurs en Europe est trop souvent remise en question.

Quelle est la position de la France pour l'établissement de lignes directrices au Conseil de l'UE ? La France s'engage-t-elle à ne pas recourir à des sponsors privés lors de sa présidence début 2022, et à porter la priorité de lignes directrices pendant cette présidence ?

Je vous remercie par avance de votre réponse. Dans cette attente et dans l'attente d'une rencontre prochaine avec les équipes en charge de la présidence française à venir, nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments respectueux.



Karine Jacquemart  
Directrice générale de foodwatch France

[karine.jacquemart@foodwatch.fr](mailto:karine.jacquemart@foodwatch.fr)  
Ligne directe : 06 68 87 04 04

Copie à :

- Clément Beaune, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé des Affaires européennes ([clement.beaune@diplomatie.gouv.fr](mailto:clement.beaune@diplomatie.gouv.fr))
- Xavier Lapeyre de Cabanes, ambassadeur, secrétaire général de la présidence française du Conseil de l'Union européenne ([xavier.lapeyre-de-cabanes@pm.gouv.fr](mailto:xavier.lapeyre-de-cabanes@pm.gouv.fr))

Copie aux coordinateurs de la présidence française de l'Union européenne (PFUE) :

- Services du Premier Ministre, Elodie RAINGEVAL, Cheffe de cabinet du DSAF ([elodie.raingeval@pm.gouv.fr](mailto:elodie.raingeval@pm.gouv.fr))
- Ministère de l'Agriculture et de l'alimentation, Karine SERREC, Sous-directrice « Europe » ([karine.serrec@agriculture.gouv.fr](mailto:karine.serrec@agriculture.gouv.fr)) et Jean-Baptiste FAURÉ, Adjoint à la Sous-directrice « Europe » ([jean-baptiste.faure@agriculture.gouv.fr](mailto:jean-baptiste.faure@agriculture.gouv.fr))
- Ministère de l'économie, des finances et de la relance, Benoît CATZARAS, Chef de bureau coordination et stratégie européenne ([benoit.catzaras@finances.gouv.fr](mailto:benoit.catzaras@finances.gouv.fr)) et Anne-Cécile PAWLAK Adjointe au chef de bureau ([anne-cecile.pawlak@finances.gouv.fr](mailto:anne-cecile.pawlak@finances.gouv.fr))
- Ministère de la santé Marianne DE BRUNHOFF Directrice de projet PFUE, DAEI ([marianne.debrunhoff@sante.gouv.fr](mailto:marianne.debrunhoff@sante.gouv.fr)) et Elvire ARONICA ([elvire.aronica@sante.gouv.fr](mailto:elvire.aronica@sante.gouv.fr))



Emmanuel Macron  
Président de la République  
Palais de l'Élysée  
55 rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris

Paris, le 30 avril 2019

**Objet : Lettre ouverte à propos de parrainages privés de la Présidence du Conseil de l'Union européenne**

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une lettre ouverte de foodwatch international et foodwatch France soulevant la question des sponsors privés de la Présidence tournante du Conseil de l'Union européenne.

Notre ONG européenne, qui défend les droits des consommateurs et consommatrices dans le domaine de l'alimentation, a dénoncé ces pratiques avec la Présidence Roumaine actuelle et lancé une pétition le 26 février 2019, déjà signée par plus de 70 000 citoyens et citoyennes.

foodwatch milite pour une politique européenne vraiment démocratique qui défend l'intérêt général et veille à ce que les conflits d'intérêts potentiels soient évités de manière efficace et transparente. Le lobbying, le parrainage et l'influence de l'industrie doivent cesser, d'autant plus à une époque où la confiance dans la politique et les décideurs est remise en question.

Nous adressons donc cette lettre ouverte aux dirigeants des prochaines Présidences tournantes du Conseil de l'Union européenne, et vous demandons de mettre en place pour les futures présidences une politique comportant des règles claires pour garantir que de tels parrainages et conflits d'intérêt ne se reproduisent pas.

Je vous remercie par avance de l'attention que vous porterez à ces informations, ainsi que de votre réponse.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments respectueux.

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Karine Jacquemart".

Karine Jacquemart  
Directrice générale de foodwatch France

*karine.jacquemart@foodwatch.fr*



Dear President,

From 1 January 2022 France will hold the rotating Presidency of the Council of the EU. This is not only an important moment for France, but decisions made during these six months have an impact on over 500 million EU citizens.

These EU citizens must be able to rely on their common interests being at the heart of the

### **Open Letter: Private sponsorship of the rotating Presidency of the Council of the European Union**

decisions that are taken, not least decisions about the integrity and safety of their food systems.

The website of the current EU Presidency<sup>1</sup> stresses that “the Presidency must, by definition, be neutral and impartial in the exercise of its mandate”. This neutrality is not only towards the various European countries, but should also apply more broadly to serving the interests of the European citizen. Neutrality from the influence of interests of companies, for example, must be strictly observed. Even the appearance of a conflict of interest must be avoided.

foodwatch is therefore surprised that commercial companies are regularly sponsoring the EU Presidency and has been calling attention<sup>2</sup> to the current case of Romanian Presidency in which Coca-Cola is one of the “platinum partners”. We believe it is inappropriate that any company sponsors such an important political position. Coca Cola having this position when important decisions are to be made on food policy, for example the revision of the General Food Law, nutritional labeling, marketing aimed at children and sugar taxes, is a clear conflict of interests.

To avoid these undesirable sponsorships and strengthen political integrity and transparency within future EU Presidency's our questions for the French presidency from January until June 2022 are:

- Will your Presidency of the Council of the EU make use of sponsors?
- If yes, why? And what do the sponsors get for their money?
- What is your opinion on private sponsorships of EU official bodies with respect to the trust of the people of Europe that their interests are taken seriously / first?
- How will you avoid conflicts of interests of the sponsor with the political agenda of the Presidency?
- Will you support or even advocate for an EU policy that clarifies rules for all Member States regarding sponsorship or political events?
- How does the sponsorship of companies like Coca-Cola fit in EU-“Non-Communicable-Disease”-policy? Are there conflicts of interest that should be considered? Is it appropriate for EU institutions to be part of the marketing for non-healthy foods like Coca-Cola?

As foodwatch we stand for a democratic European Union that puts the interests of its citizens first. The blatant lobbying, sponsorship and influence of the industry must stop. Any improper influence of companies on political decision-making, including the appearance of conflict of interest, must be avoided.

---

<sup>1</sup><https://www.romania2019.eu/the-role-and-duties-of-the-presidency-of-the-council-of-the-european-union/>

<sup>2</sup><https://www.foodwatch.org/en/what-we-do/topics/sugar-fat-and-salt/more-information/coca-cola-is-sponsoring-the-eu/>

With respect to this, we see the sponsorship of the Presidency by companies like Coca-Cola as inappropriate and concerning. Such sponsorships are therefore highly undesirable, and even more so at a time when trust in politics and decision-makers is being very much challenged. We need more than ever a transparent and democratic Europe.

**foodwatch therefore asks you to make the commitment to not seek or accept sponsorship for your EU Presidency and to support a call for clear rules for all Presidencies in order to ensure that potential conflicts of interest are effectively and transparently avoided and that such undesirable sponsorships are not accepted anymore.**

We are looking forward to your response. For transparency, we allow ourselves to publish this letter as well as the responses that we will receive.

Yours sincerely,

Thilo Bode,  
Executive Director foodwatch International

Karine Jacquemart,  
Executive Director foodwatch France